



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE L'INDUSTRIE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Autriche – Slovénie - Croatie

Une publication du SER de Vienne
n° 3 – novembre 2024

Prévisions d'automne de la Commission européenne

La Commission européenne a confirmé, dans ses prévisions économiques d'automne, sa perspective de croissance du produit intérieur brut (PIB) de la zone euro pour 2024, tout en revoyant légèrement à la baisse ses attentes pour 2025. La croissance est portée par une reprise progressive de la consommation et de l'investissement, bien que les incertitudes géopolitiques et les coûts élevés de la vie continuent de freiner la demande intérieure.

Les prévisions de l'automne de la Commission européenne tablent sur une croissance du PIB de 0,9 % dans l'UE et de 0,8 % dans la zone euro en 2024. L'activité économique devrait s'accélérer pour atteindre 1,5 % dans l'UE et 1,3 % dans la zone euro en 2025, et s'établir à 1,8 % dans l'UE et à 1,6 % dans la zone euro en 2026.



© European Union 2024
Cover photography: © iStock.com/kwasny221

Le processus de désinflation entamé depuis fin 2022 s'est poursuivi durant l'été. L'inflation globale dans la zone euro devrait diminuer de plus de moitié en 2024, passant de 5,4 % en 2023 à 2,4 %, avant de diminuer plus progressivement pour atteindre 2,1 % en 2025 et 1,9 % en 2026. Le revenu disponible des ménages a continué d'augmenter à un rythme soutenu par la croissance de l'emploi et la poursuite de la reprise des salaires réels.

Pour autant, la Commission note que cette tendance ne s'est pas accompagnée d'une augmentation de la consommation des ménages, lesquels ont continué d'épargner une part croissante de leurs revenus sous l'effet combiné des incertitudes liées au contexte international et des incitations financières à épargner compte tenu des taux d'intérêt élevés.

Au deuxième trimestre 2024, le taux d'épargne des ménages s'est établi à 14,8 %, 3 points au-dessus des prévisions de printemps. Le revenu disponible réel des ménages devrait continuer d'augmenter en 2025 et en 2026. La Commission table sur une croissance de la consommation à cet horizon.

La croissance devrait également bénéficier d'un rebond de l'investissement privé et public, stimulé par l'amélioration des conditions de crédit et soutenu par la poursuite du déploiement du plan de relance et de résilience.

Pour l’**Autriche**, la Commission confirme que 2024 représentera la deuxième année consécutive de récession. En cause notamment, la baisse des investissements, la baisse des exportations et la faiblesse de la consommation privée. Cependant, la croissance devrait reprendre en 2025. Les investissements devraient être tirés par les exportations et la consommation privée devrait soutenir la reprise à mesure que le choc inflationniste s’estompe et que la confiance des consommateurs est restaurée. Le déficit des administrations publiques devrait dépasser 3 % du PIB en 2024-26, tandis que le ratio dette publique/PIB devrait dépasser 80 % du PIB.

Le PIB de la **Croatie** devrait augmenter grâce à la vigueur de la consommation et de l’investissement des ménages. L’inflation devrait continuer à diminuer progressivement et atteindre 2 % en 2026. Le déficit public devrait se creuser en 2024 et commencer à se réduire en 2026, tandis que la dette devrait continuer de diminuer sous l’effet de la forte croissance du PIB.

Après une révision à la hausse du taux de croissance de 2023 à 2,1 %, la croissance de la **Slovénie** est restée modeste au premier semestre 2024. Elle devrait toutefois se redresser au cours de l’année et être robuste en 2025-26. L’inflation devrait s’accélérer en 2025 avant de retomber l’année suivante. Le déficit des administrations publiques devrait continuer à diminuer pour atteindre 2,1% du PIB en 2026, de même que la dette diminuera pour atteindre 63,1% en 2026.

<i>Prévisions de la Commission européenne, automne 2024</i>	Croissance (yoy, en %)			Inflation (yoy, en %)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Zone euro	0,8	1,3	1,6	2,4	2,1	1,9
Autriche	-0,6	1,0	1,4	2,9	2,1	1,7
Croatie	3,6	3,3	2,9	4,0	3,4	2,0
Slovénie	1,4	2,5	2,6	2,1	3,2	2,1

Le chiffre du mois à retenir

55 EUR

Le prix par tonne de CO₂ en 2025
contre 45 EUR en 2024, 32,5 EUR
en 2023 et 30 EUR à son
introduction en 2022

Zoom sur...

Le paquet d'automne du semestre européen présenté par la Commission européenne le 26 novembre 2024 comprend, pour l'Autriche, un rapport qui évalue si le pays respecte le critère du déficit. L'Autriche avait déclaré que son déficit dépasserait la valeur de référence de 3 % du PIB en 2024, et la Commission ne prévoit pas, dans l'hypothèse de politiques inchangées, que le déficit de l'Autriche passera sous cette valeur de référence en 2025 ou en 2026. La Commission envisagera donc de proposer au Conseil de constater l'existence d'un déficit excessif en Autriche. Les autorités autrichiennes ont fait part de leur intention de prendre les mesures nécessaires pour ramener le déficit en dessous de 3 % en 2025. La Commission est prête à évaluer de nouvelles mesures dès qu'elles auront été formellement approuvées par le gouvernement autrichien et suffisamment détaillées. Après les élections législatives du 29 septembre 2024, des négociations sont actuellement en cours entre les conservateurs, les sociaux-démocrates et les libéraux pour former une coalition. De plus, le 20 novembre 2024, le ministre des Finances Magnus Brunner a démissionné pour devenir commissaire européen aux Affaires intérieures et à la Migration dans la commission von der Leyen II. Sur proposition du Chancelier sortant Karl Nehammer (conservateur), le Président fédéral Alexander Van der Bellen a nommé Gunter Mayr ministre fédéral des Finances. Professeur d'université, M. Mayr était depuis 2012 directeur général de la fiscalité.

Activités macroéconomiques & financières

Prévisions et indicateurs

Prévisions économiques à moyen terme : la croissance devrait rester modérée à +1,25 % par an pendant la période 2025-2029

Après deux années d'une contraction du PIB comprise entre 0,6 % et 1 % (2023-2024), les économistes ne prévoient pas de reprise vigoureuse pour les 4 prochaines années. Si entre 2010 et 2019, le PIB a pu progresser annuellement de 1,6 % en moyenne, entre 2025 et 2029, la croissance ne devrait pas dépasser 1,25 % par an. Avec le tassement de l'inflation (environ +2,0 % par an pendant la période sous revue), la demande domestique devrait repartir à la hausse, la consommation des ménages retrouvant son rôle de pilier de la croissance, avec une

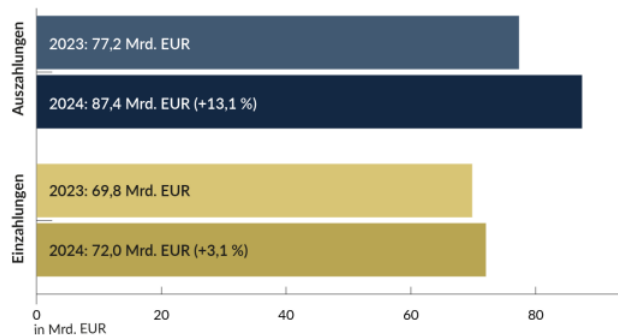
progression de 1,5 % par an. Dans le même temps, le taux d'épargne des ménages s'orienterait à la baisse, passant de 11,5 % du revenu disponible en 2025 à 9,3 % en 2029.

Avec la baisse des taux d'intérêts initiée par la BCE, couplée à la baisse de l'impôt sur les sociétés, et la reprise de la conjoncture mondiale, les investissements dans l'appareil productif devraient repartir à la hausse et progresser de 4,0 % dès 2026, après avoir reculé de 1,5 % en 2024 et de 0,5 % en 2025.

En termes d'emploi, alors que le marché se montre relativement résilient malgré la crise qui touche actuellement autant l'industrie que la construction, le chômage devrait continuer de se résorber pour atteindre 4,6 % en 2029. En matière de finances publiques, les prévisionnistes de l'institut Wifo n'envisagent pas que le déficit public repasse sous la barre des 3 % pendant la période sous revue : après un pic à -4,0 % en 2025, le solde public au sens du traité de Maastricht devrait se stabiliser à -3,8 % d'ici 2029 ; la dette publique atteindra alors 86,6 % du PIB.

Finances publiques

Le déficit public se creuse, l'endettement s'accroît



Quelle: BMF Bericht über die Entwicklung des Bundeshaushaltes Jänner bis September 2024, eigene Darstellung.

L'exécution budgétaire pour la période janvier-septembre 2024 fait état d'une dégradation des finances publiques : les dépenses se sont élevées à 87,4 Mrd EUR, soit une augmentation de 13,1 % par rapport à janvier-septembre 2023, tandis que les recettes ont atteint 72 Mrd EUR, en hausse de 3,1 %. Le besoin de financement des administrations publiques s'est multiplié par deux pour atteindre 15,4 Mrd EUR contre 7,9 Mrd EUR. Selon l'analyse du service

d'analyse du Parlement (*Budgetdienst*), pour l'année 2024, le besoin de financement sera plus élevé que prévu. Le *Fiskalrat*, homologue autrichien du Haut conseil des finances publiques, prévoit pour 2024 et 2025 un déficit public de respectivement 3,9 % et 4,1 % du PIB. La dette publique atteindrait respectivement 79,7 % et 81,6 % du PIB.

5 Mrd EUR d'économie par an pour revenir sous une trajectoire conforme

Face au dérapage du déficit autrichien, alors que le gouvernement conservateurs/verts estimait le solde public 2024 à -2,7 % du PIB lors de l'élaboration du projet de loi de finances 2024, l'institut des hautes recherches (économiques) estime que **le futur gouvernement autrichien devra réduire la dépense publique de 5 Mrd EUR par an** pour ramener la trajectoire des finances publiques en conformité avec les critères d'endettement adoptés par l'Union européenne. Le directeur de l'institut, Holger Bonin, recommande donc de revoir la compensation de la réforme éco-sociale, dite Prime Climat (*Klimabonus*), versée à chaque personne résidant en Autriche, ou le ticket unique Transports en commun (*Klimaticket*), mesure phare des Verts au gouvernement. Il préconise également de revisiter la fiscalité des frais réels, la taxe foncière ou de réintroduire des droits de succession.

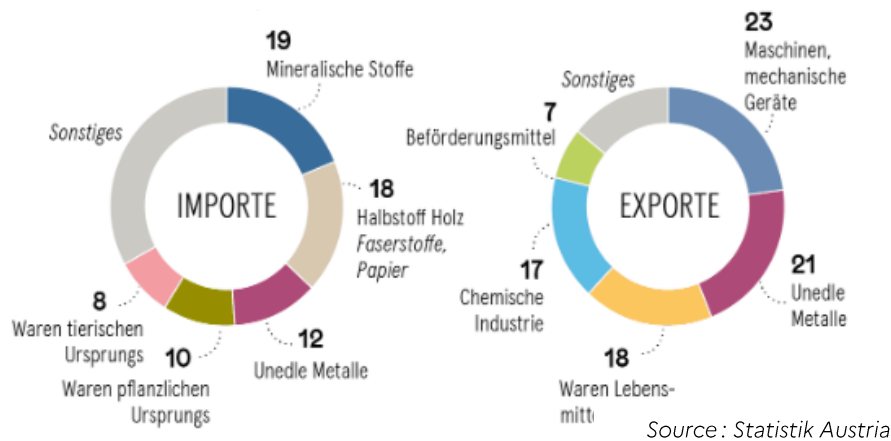
Echanges

Les relations commerciales avec le Mercosur

En 2023, les exportations autrichiennes vers les pays du Mercosur, soit l'Argentine, le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay (et depuis fin 2023 la Bolivie) ont atteint 1,272 Mrd EUR, en baisse de 4,7 %. Elles représentent 0,6 % du total des exportations autrichiennes.

Les importations de l'Autriche en provenance des pays du Mercosur ont reculé de 21,3 % pour atteindre 542 M EUR soit 0,3 % du total des importations autrichiennes.

Figure 1 : Le commerce extérieur de l'Autriche avec les pays du Mercosur en %



Politique économique et sociale

Remise en question d'une convention collective

Fait inédit dans la longue tradition du partenariat social en Autriche, alors que de nombreuses branches négocient actuellement les hausses de salaire pour 2025, l'équipementier automobile de Haute-Autriche, *TCG Unitech*, filiale depuis 2018 du groupe italien *Gnutti Carlo Group*, vient de déclarer à titre préventif auprès de l'agence autrichienne pour l'emploi *Arbeitsmarktservice* AMS, 882 de ses 960 salariés. Conformément à la convention collective négociée fin 2023 pour deux ans entre les organismes paritaires, la revalorisation salariale prévue au 1^{er} novembre 2024 portait sur une hausse de l'inflation glissante majorée d'un point, soit +4,8 %. Lors d'entretiens individuels, l'employeur proposerait en fait à chacun de ses salariés un nouveau contrat de travail, sans revalorisation. *TCG Unitech* fabrique entre autres des éléments de pompe par injection sous pression.

Négociations salariales 2025 : au moins +3,5 %

Après trois séances de négociations entre les représentants syndicaux du secteur de l'économie sociale et les employeurs, un accord a pu être trouvé qui permettra aux 130 000 salariés du secteur social de bénéficier, à compter du 1^{er} janvier 2025, d'une revalorisation salariale de 4 %. La hausse s'appliquera également aux primes et accessoires de salaire. Les 55 000 salariés du secteur ferroviaire verront, à compter du 1^{er} décembre 2024, leurs émoluments augmenter de 4,1 % après des négociations âpres mais conclusives. Par ailleurs, les parties ont prévu de constituer des groupes de travail qui, dès février 2025, s'attaqueront à la problématique des conditions de travail et des compensations liées au transport ferroviaire. Sur fond de menace de manifestation, les 250 000 employés de la Fonction publique fédérale et les 324 000 agents du versant territorial ont obtenu une hausse moyenne de 3,5 % à partir du 1^{er} janvier 2025. La revalorisation pour 2026 a également été conclue : elle atteindra le taux de l'inflation glissante, majoré de 0,3 point de pourcentage.

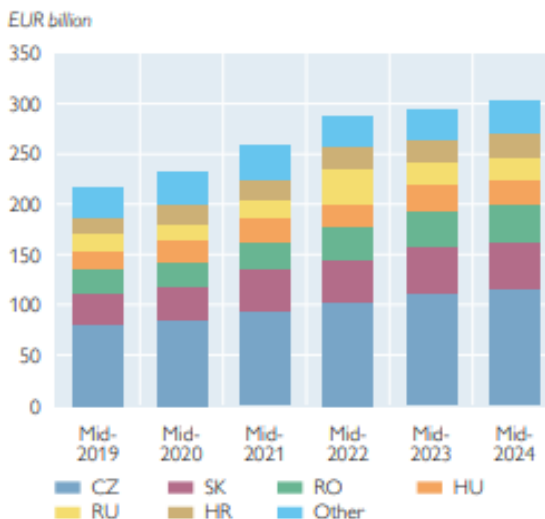
Veille sectorielle

Secteur financier

Selon le rapport de la banque centrale de l'Autriche OeNB sur la stabilité financière, le total des actifs des filiales des banques autrichiennes en Europe centrale, orientale et du sud-est (CESEE) a dépassé les 300 Mrd EUR à la mi-2024 pour la première fois depuis 2016 (date à laquelle UniCredit Bank Austria avait transféré ses activités en Europe de l'Est à sa maison-mère italienne) : 38 % des actifs pour la Tchéquie, 15 % et 12 % respectivement pour la Slovaquie et la Roumanie, suivies par la Hongrie, la Russie et la Croatie avec des parts inférieures à 10 % chacune.

Au total, les actifs des banques autrichiennes ont atteint 1 243 Mrd EUR fin juin 2024. Le bénéfice net au cours du premier semestre était de 7 Mrd EUR après 7,3 Mrd EUR au S1 2023.

Austrian banking subsidiaries in CESEE: total assets by country



Source: OeNB.

Industrie

Arrêt des livraisons de gaz russe par Gazprom

Le groupe pétrolier et gazier OMV a informé le 16 novembre 2024 que la compagnie nationale russe de gaz naturel Gazprom avait interrompu ses livraisons de gaz à OMV. L'arrêt de fourniture de la part de Gazprom intervient après la décision le 13 novembre 2024 d'un tribunal d'arbitrage demandant à Gazprom la somme de 230 M EUR en faveur d'OMV. C'est la fin d'une coopération de près de six décennies entre OMV et Gazprom. Pour rappel : Le 5 juin 2018 le président russe Vladimir Poutine s'est rendu à Vienne pour une visite de travail avec le Président fédéral Alexander Van der Bellen et le chancelier fédéral de l'époque Sebastian Kurz. A cette occasion était fêté le 50^{ème} anniversaire de la signature des contrats de fourniture de gaz datant du 1^{er} juin 1968, contrats qui ont été prolongés jusqu'en 2040.

Les équipementiers automobiles dans la crise

Après les quelque 1 000 licenciements déjà annoncés chez l'assembleur Magna Europe après les déconvenues subies dans les contrats avec BMW, Fisker ou Ineos, la filiale autrichienne du sous-traitant allemand Schaeffler, sise à Berndorf, devra cesser la production de roulements et de moyeux, touchée par le plan global de restructuration de la maison-mère qui prévoit la suppression de 4 700 emplois en Europe. 460 salariés sont affectés par cette fermeture.

Le fabricant KTM dans la tourmente

Fleur de la production de motos en Autriche et en Europe, couronné par de nombreuses victoires lors des rallyes Paris-Dakar, le fabricant de motos et de cycles KTM (et Husqvarna), dirigé par Stefan Pierer et sa société *Pierer Mobility AG*, vient de se placer sous procédure de redressement. Les dettes du groupe ont crû de 300 M EUR à 1,4 Mrd EUR. Depuis le début de l'année, l'action KTM a perdu plus de 80 % de sa valeur. Ce sont près de 3 400 salariés qui voient ainsi leur emploi menacé. Après négociations avec les représentants syndicaux, le personnel a été informé d'un arrêt de la production en janvier et février 2025 et le recours au dispositif du chômage partiel.

Début novembre, un consortium constitué entre autres de Stefan Pierer et de Mark Mateschitz, héritier des boissons énergisantes Red Bull, a acquis, avec l'accord de la Commission

européenne, 50,1% des parts du fabricant autrichien de véhicules de protection et lutte incendie *Rosenbauer AG*, lui-même en difficulté financière avec une dette de 428 M EUR.

Transports

Après la suspension de l'indexation sur l'inflation en 2024, les tarifs de péage sur les autoroutes et voies rapides seront de nouveau indexés pour l'année 2025. Ainsi, pour les véhicules d'un poids maximal autorisé inférieur à 3,5 tonnes, le prix de la vignette augmentera de 7,7 % pour atteindre 103,80 EUR. Les véhicules d'un poids maximal autorisé supérieur à 3,5 tonnes sont soumis à un péage kilométrique. Le tarif de péage pour les poids lourds de la norme d'émission VI atteindra 21,86 centimes par kilomètre (plus TVA). De plus, les tarifs de péage sont modulés en fonction du niveau de pollution. Les représentants des transporteurs réunis au sein de la chambre de l'économie WKO chiffrent à 12,6 % l'augmentation réelle du péage, si on tient compte de la TVA et de la hausse du prix de carbone et demandent de suspendre l'indexation à l'inflation cette année encore. Le projet de décret sur les tarifs de péage a été présenté par le ministère des Transports fin octobre et doit être approuvé par le ministre des Finances.

Energie et environnement

Le 1^{er} janvier 2025 sera introduite en Autriche un système de consigne pour les emballages pour boissons. Il s'applique aux emballages à usage unique en plastique ou en métal d'un volume de remplissage compris entre 0,1 et 3 litres. La consigne est de 25 centimes. Le système de consigne est géré par *EWP Recycling Pfand Österreich GmbH* qui a été créé dans ce but. S'agissant des distributeurs, tous les nouveaux emballages soumis à la consigne obligatoire doivent être enregistrés sur le portail web d'EWP avant leur mise sur le marché.

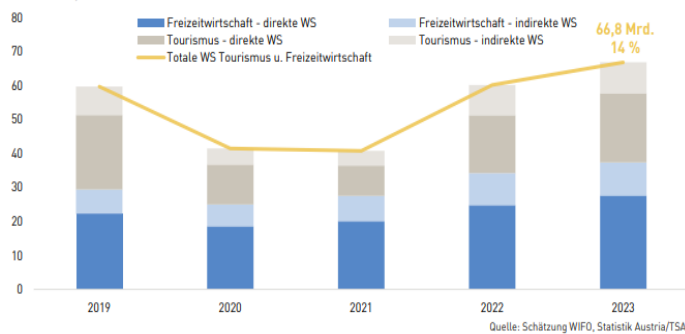


Einheitliches Pfandsymbol, Recycling
Pfand Österreich

Tourisme

2023 erzielten Tourismus und Freizeitwirtschaft rund 66,8 Mrd. EUR an Wertschöpfung

Direkte und indirekte Wertschöpfung (WS) von Tourismus und Freizeitwirtschaft im Zeitverlauf, 2019-2023, in Mrd. EUR und % des BIP.



Dans le contexte de la récession observée pour les secteurs de l'industrie et du bâtiment, le tourisme gagne de plus en plus d'importance pour l'économie autrichienne. Selon la chambre de l'économie WKO, la contribution du tourisme et des loisirs au PIB 2023 s'est élevée à 66,8 Mrd EUR, soit 14 % du PIB. La branche compte 315 000 employés.

Agriculture

Les doléances de l'agriculture au futur gouvernement de coalition

Dans le contexte de négociations tripartites, une première en Autriche, pour former un gouvernement de coalition entre les conservateurs, les sociaux-démocrates et les libéraux, 19 fédérations et groupements agricoles et forestiers ont remis au négociateur Georg Strasser, député conservateur et président du syndicat agricole Bauernbund, le catalogue de leurs doléances pour la prochaine législature. Répartis dans 7 chapitres, les souhaits du secteur s'étendent de la bonne utilisation de produits phytosanitaires au bien-être animal, en passant par l'incontournable transition énergétique avec la production de biogaz et le développement d'une stratégie protéines végétales efficace.

Epizootie : La grippe aviaire progresse

Depuis le début novembre, la grippe aviaire s'est étendue à l'ensemble du territoire national, contraignant les autorités sanitaires à déclarer l'Autriche zone à risque élevé. Dans 6 des 9 Länder autrichiens, des zones à très haut risque ont été mises en place et dans 25 circonscriptions, le confinement des élevages et des basses-cours est obligatoire.

Relations bilatérales

Saint-Gobain Austria, connue pour ses marques Isover (laine minérale), Rigips (plaques de plâtre) et Weber (isolation thermique) érige sur son site de Stockerau, au Nord de Vienne, une usine de recyclage pour les plaques de plâtre. Il s'agit d'un projet commun avec l'entreprise de construction PORR et l'entreprise de traitement de déchets Saubermacher. Sa capacité portera sur 60 000 tonnes par an. Il est prévu de transporter le plâtre recyclé par train sur le site principal de Saint-Gobain à Bad Aussee en Styrie et le transformer à nouveau en plaques de plâtre. Présente en Autriche depuis 2005, Saint-Gobain Austria emploie 500 personnes.

ALD Automotive et LeasePlan Autriche ont dévoilé le 21 novembre 2024 leur nouvelle marque de mobilité mondiale, Ayvens, qui réunit les deux entreprises sous un seul et même nom. Ce lancement en Autriche fait suite à l'acquisition mondiale de LeasePlan par ALD Automotive, en mai 2023. Le groupe Ayvens fournit des services de leasing complets, des services d'abonnement flexibles et des solutions de gestion de flotte et de multi-mobilité aux grandes entreprises internationales, aux PME, aux professionnels et aux particuliers. Avec 3,3 millions de véhicules dans 42 pays, le groupe dispose de la plus grande flotte multi-marque de véhicules électriques au monde. Ayvens est cotée sur le compartiment A d'Euronext Paris, l'actionnaire majoritaire étant le groupe bancaire Société Générale.

Le chiffre du mois à retenir

+8 %

Augmentation des dépenses
prévues pour le budget 2025

Zoom sur...

Le 20 novembre, l'Assemblée nationale slovène a adopté le budget 2025, marqué par des dépenses record, qui visent principalement à financer la réforme des salaires dans le secteur public ainsi que la reconstruction consécutive aux inondations d'août 2023. Les dépenses augmentent de 8 % à 17,1 Mrd EUR, avec des priorités telles que les infrastructures, la défense et le climat. La coalition défend ces choix ambitieux, tandis que l'opposition les juge irréalistes et électoralistes. Malgré ces dépenses, le déficit devrait reculer de 2,4 % du PIB en 2024 à 2,1 % en 2025.

Activités macroéconomiques & financières

Prévisions et indicateurs

Un taux de croissance stable malgré un recul de la demande intérieure

En novembre 2024, l'Office statistique de la République de Slovénie (SURS) a annoncé une croissance du PIB de 1,4 % au troisième trimestre par rapport à la même période de l'année précédente. Cette augmentation reflète une performance économique stable, malgré un léger recul de la demande intérieure de 0,4 %, principalement dû à une diminution des investissements bruts de plus de 13 %. Les exportations nettes ont toutefois contribué positivement à cette croissance, indiquant une demande étrangère soutenue pour les produits slovènes.

Politique économique et sociale

Adoption d'un premier paquet modeste de mesures fiscales

Le 15 novembre 2024, le Parlement slovène a adopté des amendements à six lois fiscales, applicables dès le 1^{er} janvier 2025. Parmi les mesures phares : une réduction d'impôt pour les expatriés de moins de 40 ans gagnant au moins deux fois le salaire moyen, des incitations à l'actionnariat salarié dans les start-ups, et un report des crédits pour la transition écologique et numérique. La fiscalité simplifiée pour les indépendants devient plus restrictive, tandis que la TVA sur les boissons sucrées passe à 22 %. Les réformes divisent : soutenues pour attirer des talents, elles sont critiquées pour pénaliser les indépendants et la classe moyenne.

Veille sectorielle

Industrie

Une prise de conscience de la concurrence chinoise dans l'industrie automobile

Le 12 novembre, Matjaž Han, ministre slovène de l'Économie, a critiqué la dépendance européenne envers la Chine pour les matières premières stratégiques et la production industrielle, appelant à une réponse coordonnée de l'UE. Selon lui, le manque d'unité entre les pays européens et les crises politiques en Allemagne et en France aggravent la situation. Le gouvernement slovène prévoit d'investir 200 M EUR sur cinq ans pour moderniser l'industrie automobile et accélérer la transition vers les voitures électriques. Notons que, dans le même temps, M. Han s'est rendu en Chine le 5 novembre avec une forte délégation d'entreprises pour trouver des opportunités de coopération entre les fournisseurs automobiles slovènes et les fabricants chinois de voitures électriques, visant à diversifier les exportations slovènes en dehors de l'UE.

Transports

Plan de modernisation ferroviaire

Le 20 novembre, la ministre slovène des Infrastructures, Alenka Bratušek, a présenté un ambitieux plan de modernisation ferroviaire. Avec un budget de 1,1 Mrd EUR en 2025 et 1,2 Mrd EUR en 2026, les priorités incluent le doublement des voies, la modernisation des gares (Ljubljana, Nova Gorica) et l'optimisation des trajets. Parmi les projets majeurs figurent l'amélioration de la ligne Ljubljana-Kranj pour réduire le trajet à 15 minutes et l'accélération de la liaison Ljubljana-Koper à 1h30. Les nouvelles infrastructures visent à atteindre les standards TEN-T, augmenter la capacité des trains, et réduire la congestion routière, tout en explorant des trains à 250 km/h.

Energie et environnement

Régulation des prix de l'énergie

Le 15 novembre, le gouvernement slovène a décidé de prolonger la régulation des prix de l'électricité pour les ménages jusqu'à fin février, garantissant des tarifs inférieurs aux niveaux actuels pour la saison hivernale. Cette mesure vise notamment à compenser l'augmentation récente des frais de réseau. Par ailleurs, une loi d'intervention pour soutenir l'économie sera présentée début 2025 pour répondre aux besoins des entreprises.

Une diminution du soutien au projet NEK2

Un sondage récent montre que 60 % des Slovènes considèrent l'énergie nucléaire comme sûre et économique, mais que le soutien au projet NEK 2, qui vise à doubler les capacités nucléaires du pays, diminue, passant de 63,5 % en mars à 45,3 % en novembre. Malgré les critiques du parti SDS et d'organisations environnementales, le ministre Bojan Kumer poursuit ses efforts pour préparer une loi spéciale sur NEK 2, promettant transparence et garanties. La construction de NEK 2 pourrait créer 20 000 emplois, avec des fournisseurs slovènes impliqués.

Relations bilatérales

Dans une analyse du développement des entreprises alimentaires slovènes après leur rachat par des propriétaires étrangers, la Slovénie constate que le rachat de Ljubljanske mlekarne, en 2013, par Lactalis a permis à l'entreprise de considérablement améliorer ses objectifs et ses performances. Ljubljanske mlekarne a été racheté, en 2013, par le groupe français Lactalis. L'acheteur direct était le Croate Dukat. Depuis, sa situation économique s'est améliorée progressivement, avec ses recettes en augmentation de 55 % en 2023 par rapport à 2013, pour un bénéfice net de 9,3 M EUR. Suivant la même tendance, la valeur ajoutée par employé a augmenté de 71 %. Le nombre de salariés a diminué quelques années après la reprise, mais il représente aujourd'hui un sixième de plus par rapport aux effectifs d'avant-reprise.



Le chiffre du mois à retenir

+3,2 %

Croissance du PIB en 2025 (prévision
du gouvernement croate)

Zoom sur...

Le tourisme est le moteur de l'économie croate, représentant environ 25 % du PIB et près de 15 % des emplois. Cette rente que lui confèrent un patrimoine et une situation géographique exceptionnels génère de fortes pressions sur les ressources naturelles, le marché de l'emploi et le secteur immobilier. La structure d'hébergement est dominée par des logements privés, souvent utilisés comme revenus complémentaires par les ménages croates et détournés ainsi du marché locatif classique. Pour répondre à ces enjeux, le gouvernement souhaite rééquilibrer le marché immobilier par la fiscalité et ambitionne de développer, en mobilisant les fonds européens, un tourisme plus respectueux de l'environnement et plus inclusif pour les populations de la Croatie continentale. Face au risque de l'« hyper tourisme », la Croatie cherche ainsi à trouver le juste équilibre entre développement économique et soutenabilité de son secteur touristique.

Vous pouvez consulter la note complète sur notre site : [Trésor international](#).

Activités macroéconomiques & financières

Prévisions et indicateurs

Publication du premier Plan structurel budgétaire national à moyen terme de la Croatie

Le gouvernement a présenté son premier [Plan structurel budgétaire national à moyen terme](#) le 14 novembre dernier, document stratégique du nouveau cadre de gouvernance économique de l'UE. Il définit la trajectoire budgétaire ainsi que les investissements publics et les réformes prioritaires pour la période 2025-2028 et sert de base à la définition du budget annuel, en discussion actuellement au Parlement. Le Plan prévoit, entre autres, une croissance du PIB de 3,2 % en 2025, 2,8 % en 2026, 2,6 % en 2027 et 2,5 % en 2028. Il s'appuie sur la mise en œuvre de près de 290 mesures et réformes dont 201 sont issues du Plan national de relance et de résilience.

Finances

Le groupe Banque européenne d'investissement mobilise 169 M EUR pour soutenir le financement des entreprises croates

Le [Groupe BEI](#) a octroyé 169 M EUR à la banque Privredna Banka Zagreb, filiale du groupe italien Intesa Sanpaolo en Croatie, à destination des entreprises en Croatie. L'enveloppe comporte deux volets : une ligne de garanties de la BEI d'un montant maximum de 100 M EUR pour les grandes entreprises et les ETI (taille intermédiaire) et le Fonds européen d'investissement (FEI) consacre un montant maximum de 69 M EUR sous forme de garanties, principalement destinées aux PME. Ces financements doivent permettre aux entreprises d'accélérer leur transition écologique, de répondre à leurs besoins de liquidités et de renforcer leur compétitivité.

Politique / Climat des affaires

Destitution du ministre de la Santé Vili Beroš arrêté pour soupçons de corruption

Le 15 novembre, les services croates de répression de la corruption et du crime organisé (PNUSKOK) en lien avec le Parquet européen (EPPO) ont lancé une vaste opération de perquisition, notamment au domicile du ministre de la Santé Vili Beroš. Il a été arrêté, accusé d'avoir commandité de mi-2022 à fin 2023 la surfacturation de matériel médical à des hôpitaux publics possiblement sur fonds européens. Dans cette opération, un autre suspect, neurochirurgien renommé et propriétaire d'une clinique privée, a également été arrêté. Le troisième suspect est le PDG de l'entreprise Medical Innovation Solutions, accusée d'avoir bénéficié de surfacturations à hauteur de 1,5 M EUR. Vili Beroš a été démis de ses fonctions par le Premier ministre Andrej Plenković qui a désigné la secrétaire d'État Irena Hrstić comme ministre par intérim.

Veille sectorielle

Industrie

Partenariat entre le saoudien Ceer et Rimac Technology et nomination d'Anthony Sheriff à la tête du groupe Rimac

La société croate Rimac Technology a récemment signé un [partenariat avec Ceer](#), première marque saoudienne de véhicules électriques. Cet accord vise à fournir de *electrical drive systems* (EDS) performants et entièrement intégrés pour la future gamme de véhicule de Ceer. Rimac Technology, connue pour ses applications haute performance pour des productions limitées (Rimac Nevera et Aston Martin Valkyrie), élargit ainsi son champ d'action. Ce partenariat avec Ceer constitue une étape significative pour Rimac, qui diversifie ainsi ses partenariats aux pays du Golfe.

Dans le même temps, le groupe Rimac annonçait la nomination d'[Antony Sheriff](#) (ancien membre du directoire de McLaren et Pininfarina) au poste de Directeur exécutif du groupe. Le fondateur Mate Rimac deviendra président du conseil d'administration du groupe, tout en conservant ses fonctions de PDG de Bugatti Rimac et de Rimac Technology. Le groupe Rimac est l'actionnaire majoritaire de Bugatti Rimac et l'actionnaire unique de Rimac Technology.

Transports

La ville de Zagreb annonce la construction d'une nouvelle ligne de tramway pour revitaliser ses transports publics

La ville de Zagreb a lancé une procédure de consultation pour le projet de construction d'une nouvelle ligne de tramway, la première en plus de 20 ans. Ce projet d'un montant estimé à 48 M EUR s'inscrit dans un plan plus vaste visant à revitaliser les infrastructures de transports publics de la ville. Le plan comprend notamment la construction d'une ligne à double voie de plus de 3 700 mètres, avec l'électrification aérienne complète.

Energie et environnement

RP Global ouvre son capital à Mirova pour accélérer le développement des énergies renouvelables dans 7 pays dont la Croatie

Le gestionnaire d'actifs parisien Mirova investit 480 M EUR dans le développeur autrichien RP Global : la transaction, constituée de fonds propres et d'obligations convertibles, couvrira l'Italie, l'Allemagne, la France, l'Espagne, le Portugal, la Pologne et la Croatie. RP Global a pour objectif de mettre en service 2,5 GWc de puissance renouvelable au total dans les cinq prochaines années. En Croatie, RP Global se concentre sur le développement de centrales éoliennes et solaires photovoltaïques (PV). L'entreprise gère plus de 200 MW d'actifs, détenant ainsi environ 15 % de part de marché des nouveaux projets dans le pays. A noter que Mirova a déjà collaboré avec RP Global par le passé, en investissant dans un portefeuille éolien de 78 MW en Croatie, qui a été cédé en 2021 au producteur croate d'énergies renouvelables, Professio Energia.

Tourisme

Un premier hôtel Pullman inauguré à Zagreb

Ce projet est issu d'un partenariat entre le groupe Accor et la société croate [MPPD](#), spécialisée dans le développement et la gestion d'hôtels en Europe du sud-est. Il s'agit du deuxième hôtel à Zagreb de la société MPPD en coopération avec le groupe Accor après l'ouverture d'un Mövenpick en 2022. Par ailleurs, MPPD construit actuellement un nouveau complexe hôtelier 4 étoiles à Split sous la marque Mövenpick.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication :

Rédaction :

Hervé Ochsenbein, Service économique régional de Vienne

SER de Vienne : V. Reiss, S. Maynhardt, P. Chaumont (vienne@dgtresor.gouv.fr)

Antenne de Ljubljana : E. Zajc, A. Magro (ljubljana@dgtresor.gouv.fr)

SE de Zagreb : S. Geranton, B. Jadrijevic, N. Pavlinovic (zagreb@dgtresor.gouv.fr)

Date de fin de rédaction : 28/11/2024